



Les pilotes ont fait crasher un des rêves de leur PDG

Après 14 jours de grève, les pilotes d'Air France ont repris le travail. Sans avoir gagné sur toutes leurs revendications, loin de là, en particulier sur un contrat unique pour les pilotes d'Air France et de sa filiale low-cost Transavia France. En revanche, et malgré les vantardises de Valls, ils ont réussi à faire caner le gouvernement et le PDG qui ont dû annoncer l'annulation du projet Transavia Europe.

La politique de la compagnie soutenue par le gouvernement

En deux ans Air France a supprimé près de 10 000 postes et annoncé début septembre son projet « Transavia Europe », sa filiale low-cost. Au programme : la mise en place de bases dans plusieurs pays où pilotes et hôtesses de l'air auraient été soumis à des conditions de travail et de rémunération locales tout aussi... low-cost. Sans compter que le personnel au sol devait évidemment être géré par des sociétés sous-traitantes.

Pour les pilotes, c'en était trop. Ils ont donc fait grève pour revendiquer entre autres l'abandon de ce projet.

Des privilégiés ? L'intox du gouvernement et de la direction

Depuis le début de la grève, Valls et Alexandre de Juniac, le PDG d'Air France, s'en prennent à ces « privilégiés » qui risqueraient de faire couler Air France. Si les pilotes d'Air France touchent des salaires bien plus élevés que les nôtres, rappelons celui d'Alexandre de Juniac, qui s'élève à 900 000 euros par an. Valls, quant à lui, s'en est pris aux « égoïstes », lui qui réserve son altruisme aux actionnaires privés de la compagnie. Il n'y a rien d'égoïste à refuser des temps de récupération plus courts entre deux vols, car il en va de la sécurité des usagers.

Vieille tactique de division du patronat, celui d'Air France est allé jusqu'à mettre en scène un « rassemblement de salariés » devant le siège de la compagnie, cordialement invités sur leurs plannings à venir manifester devant les caméras contre la grève des pilotes. La direction a même fourni les banderoles !

Mais nous ne sommes pas dupes.

S'attaquer aux salariés les mieux rémunérés d'une entreprise est une stratégie éculée de la part de certains grands groupes pour tenter de leur mettre à dos les autres salariés. Or l'aboutissement du projet Transavia Europe aurait signifié encore plus de dégradations de conditions de travail et de salaires pour l'ensemble des salariés d'Air France.

Le demi-recul obtenu par les pilotes est donc quand même un point marqué non seulement pour eux, mais pour tous les salariés de l'entreprise. Mais bien sûr, cette grève aurait eu encore plus d'impact, si les pilotes avaient unifié les revendications et s'étaient souciés d'entraîner les hôtesses, stewards et l'ensemble du personnel au sol, qui ont eux aussi bien des raisons d'exprimer leur colère. Car des luttes, il y en a eu d'autres à Air France depuis deux ans, comme celle des hôtesses et stewards de Cityjet, la filiale irlandaise d'Air France en 2012, ou plus récemment des agents de piste de Roissy ou encore des contrôleurs aériens en juin dernier.

Quelle piste pour tous les travailleurs ?

Les pilotes ont malgré tout montré qu'on peut semer la panique au gouvernement et dans les conseils d'administration des « grands » de ce monde. Qu'on peut les faire reculer, au moins un peu. Mais pour parvenir à une réelle victoire, et pas seulement dans l'aéronautique, il s'agit de se mobiliser ensemble, au-delà de nos catégories et professions respectives.

Gattaz, le président du Medef, a fait un rêve : il a sorti mercredi dernier un nouveau projet contre les travailleurs. Il rêve de supprimer des jours fériés, de casser le SMIC, d'allonger le temps de travail, de reculer encore l'âge de départ à la retraite... Et quoi encore ? Si la grève des pilotes leur a fait peur, alors nous avons les moyens, en coordonnant nos luttes, de devenir le pire cauchemar de Gattaz et du gouvernement à sa botte !

Irak : deux faces d'une même barbarie

L'intervention militaire des USA en Syrie et en Irak se poursuit, avec l'appui de la France et la Grande Bretagne. L'État Islamique (EI) est présenté dans nos médias comme l'incarnation de la pire barbarie. Barbare, l'EI l'est, mais pas plus, pas moins, que ces grandes puissances qui ont mis l'Irak à feu et à sang pour garder la mainmise sur les richesses pétrolières du Moyen-Orient.

En Irak, les guerres des USA et de ses alliés pour le pétrole, en 1991 puis depuis 2003, n'ont pas « libéré » la population. Après les bombardements, celle-ci a subi la répression des manifestations, les quartiers rasés en guise de représailles, les exodes de population. Et les occupants américains s'appuyaient tantôt sur une communauté, tantôt sur une autre, semant haine et division. C'est de cela qu'est sorti l'EI et qu'il a pu recruter parmi une jeunesse désespérée. Et ce sont les grands amis des USA (Arabie Saoudite, Qatar...) qui ont financé l'EI, car sa dictature sur les zones qu'il contrôlait empêchait les classes populaires de faire entendre leur propre voix contre la pauvreté.

La nouvelle guerre qui débute en Irak ne fera qu'aggraver la situation.

Hôpital : non à l'«Hôstérité» !

Mardi 23 septembre, 1 500 travailleurs des hôpitaux venant d'une centaine d'établissements ont manifesté devant le ministère de la Santé. Impulsée par le mouvement « *Convergence des hôpitaux en lutte contre l'hôstérité* », dont les grévistes d'un hôpital avaient pris l'initiative en s'adressant à tous, cette manifestation dénonçait baisse des budgets, dégradation des conditions de travail, sous-effectifs et conséquences pour les patients. Des problèmes qui sont partout les mêmes dans tous les services publics, et des suppressions d'emplois communes à tous, dans le public comme dans le privé.

Une initiative qui en appelle d'autres, une méthode qui devrait nous inspirer.

Les patrons fraudeurs : l'indulgence !

Selon un récent rapport de la Cour des comptes, les fraudes patronales aux cotisations sociales coûtent une vingtaine de milliards par an, plus que le déficit de la sécurité sociale que le gouvernement veut nous faire payer ! Le contrôle des patrons fraudeurs est si laxiste, voire inexistant, que ceux-ci échappent facilement au redressement et l'État ne récupère que des miettes, environ 0,2 % des sommes dues.

Ces grands fraudeurs sont rarement montrés du doigt, contrairement aux chômeurs. Raison de plus pour manifester le 16 octobre contre les coupes budgétaires de la Sécu.

Hôpital public : pillage organisé

Valls et Hollande veulent faire 10 milliards d'économies sur l'Assurance maladie d'ici 2017. Le président de la Fédération de l'hospitalisation privée a proposé pas moins de 14 milliards d'économies en cinq ans... essentiellement dans l'hôpital public. Vraiment gonflé !

Le but des patrons et actionnaires des cliniques,

qui ne prennent en charge que les malades « rentables », c'est de couler encore davantage l'hôpital public, pour récupérer la plus grande part du gâteau !

Autoroutes : des sociétés qui roulent sur l'or

L'autorité de la concurrence vient d'épingler les profits fabuleux des sociétés autoroutières privatisées en 2006 et cédées aux groupes Vinci, Eiffage et Abertis pour 14,8 milliards d'euros.

La Cour des comptes estimait alors leur valeur à 24,8 milliards d'euros, soit un cadeau de 10 milliards fait par l'État à des groupes déjà milliardaires. A cela s'ajoutent 3,4 milliards d'avantage fiscal (intérêts d'emprunt déductible) et des bénéfices mirobolants de 20 à 24 % !

Altia : la colère monte !

Alors que l'usine Altia de Bessines risque la liquidation, celle de La Souterraine est toujours en attente de repreneurs, mais avec au moins une quarantaine de licenciements en prévision. Les deux usines tournent toujours pour fournir des pièces à PSA et Renault. Ce n'est pas le boulot qui manque pour assurer l'emploi de tous les salariés. Seulement, les 3 dirigeants d'Altia ont pillé les fonds du groupe et les subventions publiques en toute impunité, laissant les usines et les salariés sur le carreau.

La Banque Publique d'Investissement (l'État) actionnaire à 20% du capital d'Altia s'est faite rouler dans la farine et l'État se refuse de s'immiscer dans la reprise d'Altia et de faire payer ces patrons voyous, laissant les travailleurs se battre seuls pour sauver leur emploi. Oui, il y a vraiment de quoi piquer une bonne colère, il y a vraiment de quoi se solidariser de la lutte que mènent les salariés d'Altia !

Porte paroles du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) : Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou.

contact mail : npa87@npalimousin.org - site www.npa2009.org

IPNS - ne pas jeter sur la voie publique - faire circuler - Limoges, le 30/09/2014